



La Commune



2004, une priorité : en finir avec Chirac-Raffarin

une priorité : en finir avec Chirac-Raffarin | Editorial

Les 180 000 chômeurs qui, depuis le 1er janvier, se retrouvent brutalement en fin de droits ont dû se pincer pour s'assurer qu'ils ne rêvaient pas en entendant Chirac, à l'occasion de ses vœux, proclamer l'année 2004 une année " *prioritaire pour l'emploi* ".

Rappelons donc à ce sujet que, suite à la réforme de l'Unedic de décembre 2002, signée par le Medef, la CFDT (encore elle), la CGC et la CFTC, les chômeurs se sont vu, rétroactivement, supprimer entre sept et quatorze mois d'indemnités. Ces amputations massives vont frapper plus de 650 000 personnes sur deux ans et notamment les plus de 50 ans, la catégorie de la population la plus touchée par le chômage. Précisons encore que seuls 50 % des chômeurs de ce pays ont droit à indemnisation des Assedic et que ce pourcentage va donc baisser dans les mois qui viennent. Et il n'y a pas qu'eux à être pris de nausées de dégoût devant tant de cynisme. Il y a les Rmistes qui vont être contraints de passer au RMA (Revenu minimum d'activité).

Il n'est pas inutile de rappeler ce qu'est le RMA : il s'agit de CDD de six mois, renouvelables au maximum deux fois, et qu'un Rmiste, quelle que soit sa qualification, devra accepter sous peine de suspension de son allocation. Ils travailleront vingt heures par semaine pour un demi-smic mensuel (183 euros).

Il ne s'agit pas, selon la loi votée en novembre 2003 et approuvée par le Sénat en décembre dernier, d'un vrai contrat de travail avec l'ensemble des droits à cotisation retraite ou chômage afférents. Il s'agit bien sûr d'un travail forcé (puisqu'il y a chantage à la perte du RMI) payé par l'employeur 2 euros de l'heure. Quelle aubaine pour ces derniers et quelle meilleure manière d'en finir avec le Smic... ! Bien entendu, les entreprises d'intérim pourront elles aussi recourir au RMA. Et, comme si cela ne suffisait pas à contenter le Medef, la future loi sur l'emploi promise par Chirac prévoit, pêle-mêle : allègement des procédures administratives et des charges pour les entreprises, prétendu droit à la " seconde chance " et à la formation tout au long de la vie (traduisez : recherche d'emploi et flexibilité permanentes). Raffarin, exécuteur des basses oeuvres, a aussitôt précisé que cette loi sera élaborée au premier semestre " *après concertation avec les partenaires sociaux* " et votée " *avant la fin de l'année* ".

Ce " *grand texte fondateur* ", selon le Premier ministre, accordera " *des droits aux plus fragiles* ". Au vu des récentes mesures, il y a de quoi se faire du mouron sur ce qu'ils nous réservent à tous. D'ailleurs, Raffarin confesse que l'objectif de cette loi est, entre autres, la " *simplification du Code du travail* ". Traduction facile, là encore : il s'agit de liquider une bonne fois pour toutes la réglementation qui établit jusqu'à ce jour les droits et garanties collectives des salariés, arrachés de haute lutte contre le patronat.

Une chose est sûre : salariés, chômeurs, travailleurs des villes et des campagnes ont depuis longtemps atteint le seuil du supportable. Comment peut-on vivre avec 183 euros par mois ? Comment peut-on payer loyer et nourriture lorsqu'on se retrouve du jour au lendemain au Rmi alors qu'on avait encore un semblant d'indemnité chômage ? Et, même salarié, comment faire face alors que salaires et traitements stagnent, quand ils ne régressent pas ? Décidément, y-a-t-il une autre voie, une autre solution que celle de l'unité des travailleurs et des organisations, en particulier syndicales, pour imposer le " tous ensemble, public-privé ", dans la grève générale pour mettre un coup d'arrêt à ces plans dévastateurs et à leurs auteurs ?

Modifié le samedi 18 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
